

Annexe unique à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} avril 2021 modifiant l'arrêté du
Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 décembre 2013 déterminant la composition du dossier de
demande de permis d'urbanisme

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE
DEMANDE DE PERMIS D'URBANISME

Remarque préliminaire : les cadres I à V et X, XI et XIV doivent toujours être remplis. Les cadres VI à IX et XII et XIII sont à remplir en fonction
des caractéristiques de la demande.

CADRE I

Identité du demandeur (*signataire du cadre XIV*)

Je soussigné(e)

☐ **Personne physique**

M/Mme - Prénom:

Nom:

Registre National:

Adresse: n°: bte:

Code postal: Localité:

Pays:

Téléphone: GSM: Fax:

E-mail:

☒ **Personne morale**

Nom: RPM Invest Brussels Forme juridique: Société
anonyme

N° d'entreprise: 0716.830.196

Service: XXXX

Adresse: XXXX n°: XXXX bte: XXXX

Code postal: XXXX Localité: XXXX

Pays: XXXX

Prénom du représentant: XXXX

Nom du représentant:XXXX.....

en qualité:XXXX.....

Téléphone:XXXX..... GSM:XXXX..... Fax:XXXX.....

E-mail:XXXX.....

agissant en qualité de:

☒ Propriétaire

☐ Copropriétaire

☐ Titulaire d'un droit réel sur le bien

☐ Locataire

☐ Mandataire agissant au nom et pour le compte de:

.....

(mandat à joindre à la demande)

☐ Autre (à préciser):

.....

Personne à contacter *(si différente du demandeur mentionné ci-dessus ou si plusieurs demandeurs) :*

M/Mme - Prénom:

Nom:

Fonction:

Téléphone: GSM: Fax:

E-mail:

Adresse (en Belgique) à laquelle les administrations envoient le courrier dans le cadre de la demande *(si différente de celle du demandeur mentionnée ci-dessus ou si plusieurs demandeurs) :*

M/Mme - Prénom:

Nom:

Adresse: n°: bte:

Code postal: Localité:

- Les communications dans le cadre de cette demande peuvent-elles être envoyées par mail à l'adresse mentionnée ci-dessus ?

OUI

NB: lorsque la demande est introduite par plusieurs personnes (physiques ou morales), indiquer les coordonnées des autres demandeurs sur une fiche complémentaire (copie du cadre I).

CADRE II		Localisation du bien concerné par la demande							
Code postal	Commune	Adresse	N°		Bte		Cadaastre		
			de..	à ..			Division	Section	N°
1150	Woluwe-Saint-Pierre	Avenue Orban	206				21683D0238/00T002		
1150	Woluwe-Saint-Pierre	Avenue Orban	208						

CADRE III	Objet de la demande <i>(intitulé synthétique de la demande)</i>
Transformer le restaurant Shake Hands Mettre en conformité la rehausse du faîte de la toiture Transformer les lucarnes Construire une toiture à 3 versants sur le volume latéral de la cuisine	

CADRE IV**Identification de la demande - Types d'actes et travaux** (cocher le(s) type(s) de travaux concernés par la demande)

- ☒ 1. Construire, reconstruire, transformer et/ou placer une installation fixe
- ☒ 1.1 avec l'intervention obligatoire d'un architecte (cfr chap. II et chap. III, section 1, sous-section 1 de l'arrêté)
- ☐ 1.2. sans l'intervention obligatoire d'un architecte (cfr chap. II et chap. III, section 1, sous-section 2 de l'arrêté)
- ☐ 2. Démolir sans reconstruire (cfr chap. II et chap. III, section 2 de l'arrêté)
- ☒ 3. Modifier la destination ou l'utilisation de tout ou partie d'un bien bâti (cfr chap. II et chap. III, section 3 de l'arrêté)
- ☒ 4. Modifier le nombre de logements dans une construction existante (cfr chap. II et chap. III, section 3 de l'arrêté)
- ☐ 5. Placer (nombre) dispositif(s) de publicité (cfr chap. II et chap. III, section 4, sous-section 1 de l'arrêté)
- ☒ 6. Placer¹ (nombre) enseigne(s) et/ou publicité(s) associée(s) à l'enseigne (cfr chap. II et chap. III, section 4, sous-section 2 de l'arrêté)
- ☐ 7. Modifier la destination ou l'utilisation d'un bien non bâti (cfr chap. II et chap. III, section 5 de l'arrêté)
- ☐ 8. Utiliser un terrain pour le dépôt, pour le stationnement de véhicules ou pour le placement d'installations mobiles pouvant être utilisées pour l'habitation (cfr chap. II et chap. III, section 6 de l'arrêté)
- ☐ 9. Abattre, déplacer ou pratiquer toute intervention susceptible de mettre en péril la survie de (nombre) arbre(s) à haute tige (hors voirie) / modifier la silhouette de (nombre) inscrit(s) l'inventaire du patrimoine immobilier (cfr chap. II et chap. III, section 7 de l'arrêté)
- ☐ 10. Aménager un espace vert et/ou modifier le relief du sol, déboiser ou encore défricher ou modifier la végétation d'une zone dont le Gouvernement jugerait la protection nécessaire (cfr chap. II et chap. III, section 8 de l'arrêté)
- ☐ 11. Réaliser des travaux d'infrastructure et/ou d'aménagement urbain (cfr chap. II et chap. III, section 9 de l'arrêté)
- ☐ 12. Placer ou modifier une installation de télécommunication (cfr chap. II et chap. III, section 10 de l'arrêté)
- ☐ 13. Placer des installations temporaires événementielles ou liées à un chantier (cfr chap. II et chap. III, section 11 de l'arrêté)
- ☐ 14. Réaliser des actes et travaux concernant un bien classé ou inscrit sur la liste de sauvegarde ou en cours de classement ou d'inscription (cfr chap. II et chap. IV de l'arrêté) (le cas échéant, cocher également le(s) type(s) d'actes et travaux visés aux points 1 à 13).
- ☐ 15. Autre

CADRE V**Particularité(s) de la demande (le(s) type(s) de procédure concernée par la demande)**

- ☐ Demande de permis d'urbanisme à durée limitée.
- ☐ Demande de permis d'urbanisme à durée limitée visant l'occupation temporaire dans un bâtiment existant.
- ☐ Demande permis de régularisation simplifié visé à l'article 330, §3 du CoBAT.
- ☐ Demande de permis d'urbanisme avec étude ou rapport d'incidences, en urbanisme (annexe A ou B du CoBAT).
- ☐ Demande de permis d'urbanisme pour un « projet mixte » (nécessitant simultanément un permis d'environnement de classe IA ou IB).
- ☐ Demande de permis d'urbanisme faisant suite à un certificat d'urbanisme.
Certificat délivré le:
réf communale:
réf régionale:
- ☐ Demande de permis d'urbanisme concernant un bien classé ou inscrit sur la liste de sauvegarde ou en cours de classement ou d'inscription. Date de l'arrêté:
- ☐ Demande de « permis d'urbanisme modificatif » (portant sur des parties non mises en œuvre d'un permis délivré et en cours de validité).
Permis initial délivré le :
réf communale:
réf régionale:
- ☐ Modification d'une demande de permis d'urbanisme en cours de procédure.
réf communale :
réf régionale : de la demande initiale
- ☐ Demande de permis d'urbanisme pouvant bénéficier d'un délai de péremption de dix ans (demandes relatives à des actes et travaux récurrents ou s'inscrivant dans un programme de gestion de l'ensemble du bien concerné et relatives soit une zone d'espaces verts soit l'une des hypothèses de compétence du fonctionnaire délégué visées à l'article 123/2, § 1er, 1° à 3°, du CoBAT)
- ☒ Demande ne présentant aucune des particularités précédentes.

CADRE VI	Caractéristique du projet (remplir les cases pertinentes en fonction du projet) NB: en cas de bâtiments multiples, remplir le tableau ci-dessous pour la globalité du projet et un tableau par bâtiment détaillant les données pertinentes.		
<u>TERRAIN</u>			
Superficie du terrain (m²)	S	297	
		Existant	Projeté
<u>CONSTRUCTION HORS-SOL</u>			
Total de la superficie de plancher de tous les niveaux hors-sol (totalement ou partiellement) (m²)	P	325.78	356.18
Rapport plancher hors-sol/superficie du terrain	P/S	1.09	1.20
Volume total de la construction hors-sol (m³)		1126.73	1233
<u>EMPRISE DE LA CONSTRUCTION</u>			
Superficie au sol, calculée en projection horizontale sur la(les) parcelle(s), occupée ou surplombée par des constructions hors-sol, déduction faite des auvents et marquises (m²)	E	157.5	168.99
Taux d'emprise	E/S	0.53	0.57
<u>SUPERFICIE IMPERMEABLE</u>			
Superficie totale de la (des) construction(s), cumulée à la superficie de toutes les surfaces imperméables égouttées, telles que les voies d'accès, aires de stationnement, terrasses, constructions enterrées, ... (m²)	I	297	241.27
Taux d'imperméabilisation	I/S	1.00	0.81
<u>SUPERFICIE DE TOITURE VERTE OU VERDURISEE /VEGETALISEE (M²)</u>			
		0	0
<u>CITERNE D'EAU DE PLUIE (M³)</u>			
<u>DISPOSITIF DE GESTION DES EAUX PLUVIALES (M³)</u>			
<u>LOGEMENT</u>			
Nombre de : - studios		0	1
- lofts		0	0
- appartements 1 ch.		0	0

- appartements 2 ch.		0	0
- appartements 3 ch.		0	0
- appartements 4 ch. ou plus		0	0
- maisons unifamiliales		0	0
Nombre total de logements	L	0	1
Densité de logements par hectare	L /Sx10. 000		
Superficie de terrain (m²) par logement	S/L		
<u>LOGEMENT COLLECTIF / PARTAGÉ / MODULAIRE</u>			
Nombre de chambres / d’entités / d’unités			
(Préciser le(s) type(s) de logement)			
<u>ETABLISSEMENT HÔTELIER</u>			
Nombre de chambres ou d’entités			
<u>CONSTRUCTIONS ET INFRASTRUCTURES ACCESSIBLES AU PUBLIC</u>			
Capacité d’accueil maximale (nombre de personnes)			

CADRE VII

Tableau des superficies de plancher (m²) (remplir les cases pertinentes en fonction du projet)

NB : les surfaces communes (dégagements, communs, ...) sont à répartir au prorata des activités respectives concernées.

NB : en cas de bâtiments multiples, remplir le tableau ci-dessous pour la globalité du projet et un tableau par bâtiment détaillant les données pertinentes.

NB : si l'immeuble comporte plus de niveaux que ceux prévus dans le présent cadre, fournir un tableau similaire complémentaire, en annexe.

Etages	Etat	Logement	Bureau	Equipement d'intérêt collectif ou de service public	Commerce	Commerce de gros	Grand commerce spécialisé	Etablissement hôtelier	Activités productives artisanales	Activités productives de haute technologie	Activités productives industrielles	Activités productives de production de services matériels	Activités productives de production de biens immatériels	Activités logistiques	Services intégrés aux entreprises	Autre (1)	Total par étage
2	Existant	0			67.87												67.87
	Projeté	86.78			0												86.78
1	Existant				100.41												100.41
	Projeté				100.41												100.41
0	Existant				157.5												157.5
	Projeté				168.99												168.99
total hors-sol	Existant	0			325.78												325.78
	Projeté	86.78			269.4												356.18
total sous-sol	Existant	0			0												0
	Projeté	0			0												0
Total par affectation	Existant	0			325.78												325.78
	Projeté	86.78			269.4												356.18

(1) Précision:

CADRE VIII

Tableau relatif aux emplacements de stationnement *(remplir les cases pertinentes en fonction du projet)*

Etages	Etat	Véhicules motorisés				Nombre d'emplacements vélos
		Nombre d'emplacements couverts	Nombre d'emplacements non couverts	total par étage	Dont nombre d'emplacements PMR	
2	Existant					
	Projeté					
1	Existant					
	Projeté					
0	Existant					
	Projeté					
total hors-sol	Existant					
	Projeté					
-1	Existant					
	Projeté					
-2	Existant					
	Projeté					
total sous-sol	Existant					
	Projeté					
Nombre total d'emplacements	Existant					
	Projeté					

CADRE IX		Actes et travaux d'infrastructure et/ou d'aménagement urbain et/ou d'aménagement d'espace vert							
VOIRIES: <i>Hiérarchie</i>		<i>Propriété</i>							
<input type="checkbox"/> résidentielle		<input type="checkbox"/> interquartier		<input type="checkbox"/> communale		<input type="checkbox"/> privée			
<input type="checkbox"/> locale		<input type="checkbox"/> principale		<input type="checkbox"/> régionale		<input type="checkbox"/> autre:			
<i>Nature des travaux</i>		voirie : <input type="checkbox"/> à créer <input type="checkbox"/> en totalité (de façades à façades) <input type="checkbox"/> à rénover/modifier <input type="checkbox"/> totalité (de façades à façades)							
<input type="checkbox"/> en partie du profil en travers		<input type="checkbox"/> en partie du profil en travers							
<i>Aménagement</i>		Existant		Projeté					
Aire d'intervention (<i>superficie totale en m²</i>)									
- pleine terre (<i>superficie totale en m²</i>)									
- revêtement semi-perméable (<i>superficie totale en m²</i>)									
- revêtement imperméable (<i>superficie totale en m²</i>)									
Berme/pelouse (<i>m²</i>)									
Berme/pelouse (<i>m linéaires</i>)									
Arbre à haute tige (<i>nombre</i>)									
Arbre à haute tige (<i>essence</i>) (<i>NB: en cas d'essences variées, fournir un tableau similaire complémentaire, en annexe</i>)									
				Type de revêtement					
Voirie (<i>m²</i>) dont:		Existant		Projeté		Existant		Projeté	
- chaussée carrossable (<i>m²</i>)									
- chaussée carrossable (<i>m linéaires</i>)									
- stationnement global (<i>m linéaires</i>)									
- stationnement global (<i>nombre d'emplacements</i>)									
- stationnement PMR (<i>nombre d'emplacements</i>)									
- stationnement taxi (<i>nombre d'emplacements</i>)									
- stationnement voitures partagées (<i>nombre d'emplacements</i>)									
- stationnement vélos (<i>nombre d'emplacements</i>)									
- station de vélos partagés (<i>nombre d'emplacements</i>)									
- zone de livraison (<i>m linéaires</i>)									
- piste cyclable marquée (<i>m linéaires</i>)									
- arrêt de transports en commun (<i>nombre et m linéaires</i>)									
- site propre transports en commun uniquement (<i>m linéaires</i>)									
- site propre transports en commun + taxis (<i>m linéaires</i>)									
- site propre transports en commun + vélos (<i>m linéaires</i>)									
- Trottoir (<i>m²</i>)									
- Trottoir (<i>m linéaires</i>)									
- Trottoir cyclo-piéton (<i>m²</i>)									
- Trottoir cyclo-piéton (<i>m linéaires</i>)									
<i>ECLAIRAGE PUBLIC</i>		Existant		Projeté					
Typologie (<i>ex : console, poteau, axiale ...</i>)									
Longueur (<i>m linéaires</i>)									
Points lumineux (<i>nombre</i>)									

Consommation (kW/h)			
<u>COURS ET ETENDUES D'EAU</u>		Existant	Projeté
Curage d'un cours d'eau (m linéaires)			
Curage d'une étendue d'eau (m²)			
Restauration des berges (m linéaires)			
Restauration d'un cours d'eau voûté (m linéaires)			
Remise à ciel ouvert (m linéaires)			
<u>ESPACES « VERTS »</u> <input type="checkbox"/> public <input type="checkbox"/> privé		Existant	Projeté
Types d'espace « vert » (ex : parc, bois, terrain de sport, etc)			
Superficie de l'espace « vert » (m²)			
Taux d'imperméabilisation			
Emprise des travaux (m²)			
Type de travaux		<input type="checkbox"/> création <input type="checkbox"/> modification/rénovation <input type="checkbox"/> suppression	
<u>OUVRAGES D'ART & AUTRES INFRASTRUCTURES</u>			
Passerelle	mode: longueur(m): surface tablier (m²):		
Pont	mode: longueur(m): surface tablier (m²):		
Tunnel	mode: longueur (m): volume en sous-sol (m³):		
Bassin d'orage	capacité (m³): surface (m²):		
Ligne de métro	longueur(m): voies (nbre): stations (nbre):		
Ligne de chemin de fer	longueur (m): voies (nbre): stations (nbre):		
Autre:		

La réglementation applicable au projet faisant l’objet de la demande, et, le cas échéant, la réglementation en vigueur au moment de la réalisation des actes et travaux:

- ☒ Le Plan régional d'affectation du sol (PRAS),
- ☒ Le Règlement régional d'urbanisme (RRU) et (à cocher et remplir, le cas échéant) :
- ☐ Le plan d’aménagement directeur (PAD):
.....
- ☐ Le plan particulier d’affectation du sol (PPAS):
.....
- ☐ Le règlement communal d'urbanisme (ou des bâtisses) (RCU):
.....
- ☒ Le règlement d’urbanisme zoné (communal ou régional):

(1) RCUZ "Plateau de Stockel" (ref nova 19/RCU/1934285) date MB du 05/05/2025 - 19/DIV/1970549 - 2025-05-05
.....
- ☐ Le permis de lotir :
.....
- ☐ L’arrêté de classement ou d’inscription sur la liste de sauvegarde ou d’ouverture de la procédure :
.....
- ☐ Les prescriptions réglementaires du Plan Régional de Mobilité (PRM) et/ou d’un Plan Communal de Mobilité (PCM):
.....
- ☐ Autre :

Les dérogations et prescriptions sollicitées (énumérer, expliquer et motiver les dérogations éventuelles) (il ne peut jamais être dérogé au PRAS et au PAD) :

Dérogations

1.

Règlement	Le règlement d'urbanisme zoné (communal ou régional)
Article	R.C.U.Z., titre 2, chapitre 1, article 26 : perméabilité du sol, relief et aménagement d'accès
Motif	<p>Le projet déroge en ce que la zone de recul est en partie minéralisée par les terrasses au lieu d'être restreinte à la zone d'accès à l'habitation.</p> <p>La configuration de la parcelle à l'angle des deux voiries est particulière dans le sens où elle ne dispose pas de surface de jardin en dehors de la zone de recul.</p> <p>Cette dérogation pourrait être accordée aux motifs que les terrasses ont été autorisées sur les permis de 1937, de 2000 et de 2001, que le projet prévoit de déminéraliser 38% de la zone de recul pour améliorer la perméabilité sur la parcelle et que ces zones déminéralisées seront de pleine terre et plantées.</p> <p>Voir également note explicative</p>

2. Règlement	Le règlement d'urbanisme zoné (communal ou régional)
Article	R.C.U.Z., titre 1, chapitre 2, article 15 : gestion intégrée des eaux de pluie
Motif	<p>Le projet déroge en ce que les eaux pluviales ne sont pas dirigées vers une citerne de récupération.</p> <p>Après inspection du réseau d'égout enterré, il n'a pas été découvert de citerne enterrée à l'origine.</p> <p>L'implantation de ce bâtiment d'angle ne laisse aucune surface de jardin hormis la zone de recul.</p> <p>Le projet prévoit de déminéraliser 38% de la zone pour améliorer la perméabilité sur la parcelle. Les pentes des terrasses seront aménagées pour orienter l'écoulement de l'eau de pluie vers les zones de pleine terre.</p> <p>Compte tenu de la spécificité de la parcelle et de l'amélioration de la situation existante, cette dérogation pourrait être accordée.</p> <p>Voir également note explicative</p>

3.

Règlement	Le règlement d'urbanisme zoné (communal ou régional)
Article	R.C.U.Z., titre 1, chapitre 2, article 14§2 : extension
Motif	<p>Le projet déroge en ce que le projet prévoit la fermeture de la cour latérale des WC et la construction d'une toiture à 3 versants sur ce volume alors que les extensions pour les immeubles de catégorie 1 ne sont admises que si elles ne sont pas visibles depuis la voirie.</p> <p>Cette dérogation pourrait être accordée aux motifs que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une extension avec toiture plate a été autorisée depuis 1924, - la fermeture du volume de la cour et le déplacement des WC est de meilleur aménagement et ceci est visible sur les plans du permis de 2001. - ce volume refermé qui abrite la cuisine du restaurant sera couvert d'une toiture à 3 versants qui respecte les pentes des toits et permet de terminer le volume vers la place Dumont de manière plus harmonieuse qu'une toiture plate, - ce volume de toiture permet d'intégrer de manière non visible les équipements techniques liés à l'activité HoReCa, comme la hotte à double flux et les pompes à chaleur. Tous les équipements qui étaient avant présents sur la toiture et le pignon sont intégrés dans le volume construit.

Voir également note explicative

4. Règlement	Le règlement d'urbanisme zoné (communal ou régional)
Article	R.C.U.Z., titre 1, chapitre 2, article 13§2 : création de lucarnes
Motif	<p>La surélévation de la toiture déroge. Cependant en son §2, le règlement précise que la surélévation pour les toitures en pente due à l'isolation par le sarking pourrait être autorisée pour autant que les raccords sont soignés. Un soin a été apporté dans la réalisation par l'usage de tuile de rive pour limiter l'impact visuel de la rehausse.</p> <p>La réalisation d'une seule lucarne à la place des 4 lucarnes prévues à l'origine déroge à l'article 13 §2 du titre I du RCUZ.</p> <p>Bien que construite sans autorisation préalable, la lucarne telle qu'existante était représentée sur l'élévation et la perspective du permis délivré le 12-03-2001.</p> <p>Cette lucarne pourrait être accordée car elle permet d'aménager un espace habitable de qualité sous combles.</p>

Voir également note explicative

5.

Règlement	Le règlement d'urbanisme zoné (communal ou régional)
Article	R.C.U.Z., titre 1, chapitre 2, article 12 §2 et §4: châssis de fenêtre, porte d'entrée et corniche
Motif	<p>Le remplacement de la porte d'entrée et des châssis rendus obligatoires par leur état de vétusté aggravée, déroge en ce que leur nouveau dessin ne reprend pas au minimum des croisillons dans une partie du vitrage, prioritairement en imposte.</p> <p>Cette dérogation pourrait être accordée car ces châssis sont en métal munis de profils minces et respectent les baies pour ce qui est de la porte d'entrée la non division en deux battants facilite le passage des personnes à mobilité réduite.</p> <p>La teinte des châssis aluminium aux étages est de teinte blanche. Par contre, les châssis au rez-de-chaussée et les châssis de la terrasse vitrée sont réalisés en aluminium de teinte vert de gris (gris basalte) ce qui rappelle la teinte des châssis de la façade du n° 122 rue de l'Escrime.</p> <p>Les châssis de la terrasse vitrée, reprennent une division verticale comme à l'origine, mais équipés en allège d'un bandeau plein laqué dans la teinte des châssis et une division en imposte vitrée. Ces divisions ont été souhaitées pour rappeler les dessins des verrières métalliques à l'ancienne.</p> <p>Voir également note explicative</p>

6. Règlement	Le règlement d'urbanisme zoné (communal ou régional)
Article	R.C.U.Z., titre 1, chapitre 2, article 11 §1 et §2 : parement et chromatique
Motif	<p>Le projet déroge en ce que la teinte du relief en façade et la teinte de la corniche sont modifiés.</p> <p>Cette dérogation pourrait être acceptée aux motifs que le parement en crépis rustique et les reliefs réalisés en enduit lisse (bandeau de colombages) sont maintenus et même restaurés. La teinte retenue est une teinte claire n° S0603 G80Y similaire à la maison du n° 122 de la rue de l'Escrime dans le but de former un équilibre.</p> <p>La teinte n° S0603 G80Y est une teinte claire comme préconisée, les colombages sont réalisés dans une teinte légèrement plus soutenue n° S0603 G40Y. Enfin, la corniche rouge rubis (RAL 3003) décrite au permis de 2001 est remplacée par une corniche de teinte blanche comme celle de la maison « miroir » au n° 122 de la rue de l'Escrime.</p> <p>Voir également note explicative</p>

7.

Règlement	Le règlement d'urbanisme zoné (communal ou régional)
Article	R.C.U.Z., titre 1, chapitre 1, article 9§1: conservation, entretien et réparation
Motif	<p>Le projet déroge en ce que les lucarnes de 2001 étaient dans un état de vétusté au niveau des boiseries et sont recouvertes de panneaux en bois stratifié massif de type HPL ou lieu de bois à peindre.</p> <p>Ce choix de matériaux a été privilégié à du zinc pour son expression proche du bois et a été retenu pour son caractère pérenne nécessitant peu ou pas d'entretien ou de mise en peinture.</p> <p>Cette dérogation pourrait être acceptée car l'aspect visuel des panneaux depuis de trottoir est proche de panneaux de bois peint et que le teinte claire reprend les couleurs dans la nuance blanche de la façade et la corniche.</p>

Voir également note explicative

8. Règlement	Le règlement d'urbanisme zoné (communal ou régional)
Article	R.C.U.Z., titre 1, chapitre 1, article 7§2 : valorisation des styles architecturaux
Motif	<p>Le projet déroge en ce que les lucarnes d'origine ont été modifiées.</p> <p>Le bâtiment est repris comme de style pittoresque datant du début du XXème siècle et de l'entre-deux guerres.</p> <p>A l'origine sur le plan de 1924, la toiture présentait 4 lucarnes réparties sur le versant sud de la toiture. Selon les plans d'archives disponibles, ces 4 lucarnes ont été démolies et reconstruites en une seule lucarne. C'est ce qui est dessiné sur la demande de permis d'urbanisme du 13.03.2001.</p> <p>Cette dérogation pourrait être acceptée en tenant compte du fait que les dessins acceptés sur le plan délivré avec le permis de 2001 (façades et perspective) montrent l'unique lucarne similaire à l'existante. Le maître de l'ouvrage ne pouvait raisonnablement pas s'attendre à une infraction urbanistique en acquérant le bien.</p> <p>La présence de cette lucarne visible depuis 25 ans n'a pas soulevé d'avis ou de constat ou PV d'infraction de la part des autorités administratives.</p> <p>L'ensemble de la façade avec son colombage est maintenu et mis en valeur. La lucarne de part son expression architecturale fonctionnelle, sa régularité et son rythme exprime la présence d'un étage en toiture.</p>

Voir également note explicative

9.

Règlement	Le Règlement régional d'urbanisme (RRU)
Article	R.R.U., titre II, chapitre 3, article 10 : éclairage naturel
Motif	<p>Le projet déroge en ce que la superficie d'éclairage naturel du studio est de 6,66m² au lieu des 9,85m² requis. Ce local de grande surface est situé sous comble et est très lumineux car orienté au SUD.</p> <p>Il a été privilégié dans le but du respect de la typologie de l'immeuble de ne pas ajouter des fenêtres de toit sur l'unique versant de la toiture visible depuis la voirie pour augmenter la surface d'éclairage. Le studio dispose d'un volume sous toitures à versant.</p> <p>Cette dérogation pourrait être accordée au motif qu'il nous semble préférable dans un immeuble existant de bénéficier d'un grand espace de vie d'un seul tenant au lieu de locaux plus réduits qui pourraient répondre aux normes d'éclairage.</p> <p>Voir également note explicative</p>

10. Règlement	Le Règlement régional d'urbanisme (RRU)
Article	R.R.U., titre I, chapitre 4, article 11 : aménagement et entretien des zones de recul
Motif	<p>L'aménagement de la zone de jardin déroge en ce que la zone de recul le long des deux voiries est aménagée avec des terrasses au moyen de matériaux imperméables au lieu d'être plantée de pleine terre.</p> <p>Actuellement la zone de recul est totalement minéralisée et aménagée en zone de terrasses.</p> <p>Le projet prévoit de déminéraliser la zone de recul pour atteindre une surface de pleine terre de 48.4m² sur une surface totale de 128m².</p> <p>Le projet prévoit de démolir 38% des terrasses existantes.</p> <p>Il est à noter que l'implantation de l'immeuble sur la parcelle d'angle ne dispose pas de zone de jardin. Les terrasses ne sont pas aménageables en intérieur d'îlot.</p> <p>Les différents permis d'urbanisme antérieurs ont autorisés des surfaces de terrasses dans la zone de recul qui sont en partie représentées sans précisions de zones plantées (sauf des haies).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le permis de 1937 prévoit une zone de cour à côté de la cuisine et une zone de terrasse tout le long de l'avenue Orban - Le permis de 2001 autorise la couverture de la terrasse côté rue de l'Escrime. <p>Cette dérogation pourrait être acceptée au motif que le projet améliore de manière significative l'aménagement paysager le long de la voirie. Aucune zone de stationnement n'est aménagée en zone de recul.</p> <p>Voir également note explicative</p>

11.

Règlement	Le Règlement régional d'urbanisme (RRU)
Article	R.R.U., titre I, chapitre 2, article 6§2 : toiture
Motif	<p>La mise en conformité de la lucarne déroge en ce que sa longueur dépasse les 2/3 de la longueur de la façade. A l'origine, la toiture présentait 4 lucarnes réparties sur le versant sud de la toiture. Selon les plans d'archives, cette lucarne a été dessinée sur la demande de permis d'urbanisme du 13.03.2001, bien qu'elle n'était pas reprise dans l'objet de la demande. Cette lucarne présente depuis au moins 24 ans pourrait être admise bien que dérogatoire au motif d'améliorer l'habitabilité du deuxième étage et d'y aménager un logement dans ce volume. En été 2025, la lucarne a été isolée et habillée de panneau de type « trespas » de ton gris clair (presque blanc) au lieu d'ardoises rouge probablement en fibro-ciment.</p> <p>L'objectif était de répondre aux objectifs poursuivis d'amélioration de la performance énergétique du bâtiment.</p> <p>La rehausse de la toiture principale de 12cm déroge à l'article 6 du titre I du RRU en ce que cette rehausse limitée dépasse le profil mitoyen le plus haut. Cette rehausse de la toiture est la conséquence de l'isolation de la toiture suivant la méthode du Sarking (la plus efficace) et qui évite de réduire l'espace habitable dessous.</p> <p>Cette dérogation pourrait être accordée au motif que la toiture mitoyenne côté avenue de l'Escrime pourra dans le futur être aussi isolée, et dans ce cas aligner le niveau. Le faîte de la toiture ne s'étend pas à la troisième toiture du bâtiment qui compose l'ensemble architectural.</p> <p>Voir également note explicative</p>

Prescriptions

1.

Règlement	Le Plan régional d'affectation du sol (PRAS)
Article	P.R.A.S, prescription 2.3 du PRAS (article B.2.2.3.a 1)
Motif	<p>La demande déroge en ce que le projet prévoit l'aménagement au rez-de-chaussée de l'immeuble d'un commerce de type HoReCa d'une superficie de 168,99m² dépasse les 150m² prescrits.</p> <p>En 1924 par permis d'urbanisme, le relai postal de Stockel a été divisé en trois bâtiments, celui à l'angle des deux rues au 206-208 avenue Orban (objet de la demande) a été affecté en maison de commerce (café). Depuis 1924 cette activité a été continue sur toute sa surface. Les plans partiels disponibles aux archives montrent l'affectation café.</p> <p>L'agrandissement de la surface du rez-de-chaussée de 157.50m² à 168.99m² est en réalité la fermeture et couverture de la cour des WC intervenue en 2001 et dessinée sur le permis accordé.</p> <p>Ces dérogations (B.2.2.3.al1 et B.2.2.3.al2) et pourraient être accordées aux motifs que</p> <ul style="list-style-type: none"> - la superficie totale de commerce est de 269.4m² ce qui est inférieure aux 300m² maximum autorisable; - le restaurant de type Brasserie tel que proposé, répond à une demande dans le quartier proche. La capacité de 72 couverts au rez-de-chaussée et de 40 couverts potentiels à l'étage permettra d'atteindre une capacité maximum de 112 couverts pour répondre à la demande et de pouvoir engager le personnel nécessaire en deux shifts, le nombre est estimé à environ 30 personnes. - le commerce de type HoReCa a été accordé depuis 1924 sans fondamentalement en changer l'organisation ni la superficie. Ce bâtiment et son emplacement à l'angle de l'avenue Orban et de la rue de l'Escrime sont parfaitement intégrés dans le quartier depuis plus de 100 ans. - l'activité de type HoReCa est orientée en grande partie sur l'avenue Orban, qui est une voirie importante de communication à la limite du noyau commercial de la place Dumont. Le commerce est bien desservi par les transports en commun avec la présence le long du trottoir des rails de tram et des 2 arrêts. - L'aménagement d'une salle polyvalente à l'étage +1 et des vestiaires du personnel, ne se fait pas au détriment d'une suppression d'un logement. Le projet prévoit au contraire de créer au deuxième étage un logement annexe au commerce dédié au gérant du restaurant ou au chef. - L'aménagement d'une salle polyvalente HoReCa au 1er étage est fonctionnel, encadré et justifié par une demande réelle de privatisations "calmes" (petit-déj / lunch / dîner) avec service à table, au bénéfice du tissu économique local et dans le plein respect des exigences techniques et de sécurité. <p>Voir également note explicative</p>

Règlement	Le Plan régional d'affectation du sol (PRAS)
Article	P.R.A.S, prescription 2.3 du PRAS (article B.2.2.3.a)2)
Motif	<p>La demande déroge en ce que le projet prévoit l'aménagement au 1er étage de l'immeuble d'un commerce de type HoReCa d'une superficie de 100.41m².</p> <p>L'aménagement au 1er étage d'une salle polyvalente du commerce au premier étage est prévue pour pouvoir accueillir les groupes tel que souhaité par les différentes entreprises ou associations présentes dans le quartier. L'étage +1 a été pendant plus de 20 ans aménagé en fumoir et l'étage +2 en salle pour les groupes comme pour des AGs de copropriétés.</p> <p>Voir justificatifs : voir Prescription n°2 (2.3) Voir également note explicative</p>
<i>NB: En cas de manque de place, compléter sur une fiche similaire, en annexe ou dans la note explicative visée à l'article 5, 2° de l'arrêté.</i>	

<div>CADRE XI</div>	<div>Liste des documents joints à la demande de permis d’urbanisme</div> <div>NB:Conformément à l’article 13 de l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 avril 2019 relatif aux enquêtes publiques en matière d’aménagement du territoire, d’urbanisme et d’environnement, ces documents seront chargés par le demandeur sur la plate-forme numérique mise à disposition par l’administration régionale en charge de l’urbanisme. Ils y seront consultables par toute personne durant l’enquête publique.</div>
	Types de documents
	<input checked="" type="checkbox"/> 01. Formulaire de demande de permis d’urbanisme (= Annexe 1. de l’arrêté)
	<input checked="" type="checkbox"/> 02. Note explicative
	<input checked="" type="checkbox"/> 03. Photos significatives
	<input checked="" type="checkbox"/> 04. Plans (localisation, implantation, réalisation, détails)
<input checked="" type="checkbox"/> 05. Plans de synthèse (dossier A3)	

<input checked="" type="checkbox"/> 06. Renseignements relatifs au titre de propriété
<input type="checkbox"/> 07. Preuve du paiement des frais de dossier
<input type="checkbox"/> 08. Avertissement au(x) (co)propriétaire(s) (= <i>Annexe 2. de l'arrêté</i>) + Preuve de l'avertissement
<input type="checkbox"/> 09. Mandat
<input checked="" type="checkbox"/> 10. Formulaire permettant au SIAMU de remettre son avis + le cas échéant, la fiche descriptive et ses annexes éventuelles
<input type="checkbox"/> 11. Avis du SIAMU + Jeu de plans cachetés par le SIAMU (seulement en cas d'application de l'article 330, § 3, du CoBAT)
<input checked="" type="checkbox"/> 12. Proposition PEB + en cas de demande de dérogation, la note justifiant cette demande
<input type="checkbox"/> 13. Note préparatoire à l'étude d'incidences ou rapport d'incidences
<input type="checkbox"/> 14. Evaluation appropriée requise par la législation relative à la conservation de la nature
<input type="checkbox"/> 15. Les documents relatifs à la reconnaissance de l'état du sol (RES)
<input type="checkbox"/> 16. Avis du Maître-architecte
<input type="checkbox"/> 17. Note motivée ou tout autre document pouvant être imposé par un plan d'affectation du sol ou un règlement d'urbanisme
<input type="checkbox"/> 18. Autorisation préalable du gestionnaire du cours d'eau

<input checked="" type="checkbox"/> 19. Formulaire statistique INS
<input checked="" type="checkbox"/> 20. Axonométrie
<input checked="" type="checkbox"/> 21. Reportage photographique intérieur
<input type="checkbox"/> 22. Pièce justifiant l’existence d’un chantier
<input type="checkbox"/> 23. Visuel de la publicité sur bâche de chantier et/ou vinyle publicitaire ou assimilé
<input type="checkbox"/> 24. Montage photos
<input type="checkbox"/> 25. Tout document permettant de démontrer que les logements sociaux nouvellement créés conformément à l’article 197/1 du CoBAT seront acquis par la SLRB et/ou par une SISP
Liste des documents spécifiques relatifs aux biens classés ou inscrit sur la liste de sauvegarde (ou en cours de classement ou d’inscription)
<input type="checkbox"/> 26. Note d’intentions
<input type="checkbox"/> 27. Etudes préliminaires
<input type="checkbox"/> 28. Plans comprenant un relevé des éléments architecturaux ou de végétation et les détails d’exécution des interventions
<input type="checkbox"/> 29. Description des travaux et des techniques
Option : éléments supplémentaires pertinents
<input type="checkbox"/> Note de calcul explicative des dispositifs choisis en vue de l’optimisation de la gestion des eaux
<input type="checkbox"/> Note d’ensoleillement

<input type="checkbox"/> Note de démolition (stabilité)
<input type="checkbox"/> Analyse phytosanitaire pour abattage d’arbre
<input type="checkbox"/> Note acoustique
<input type="checkbox"/> Formulaire d’obstacles (Appendice 4)
<input type="checkbox"/> ...

1/ L'architecte auteur des plans**L'architecte auteur des plans est :**☐ un architecte☒ une « société architecte »☐ l'association de fait, dénommée :et dont le mandataire est : ☐ un architecte ☐ une « société architecte »**Coordonnées de l'architecte :**

M./Mme. – Prénom

Nom:

Registre National: N° matricule (*Ordre des architectes*):

Adresse:

Code postal: Localité:

Téléphone: Fax:

E-mail:

Coordonnées de la « société architecte » :

Nom: Burtonboy Architects

Forme juridique: srl N° d'entreprise: 0870.366.845

N° matricule (*Ordre des architectes*): 3000525

Adresse du siège social: xxxx, xxxx / xxxx

Code postal: xxxx Localité: xxxx

Représentée par l'architecte: xxxx xxxx

Téléphone: xxxx Fax: xxxx

E-mail: xxxx

Le numéro de matricule de l'architecte n'a pas pu être contrôlé auprès de la base de donnée de l'Ordre des Architectes en date du 27/10/2025 au vu de l'indisponibilité du système

2/ L'architecte chargé du contrôle

L'architecte chargé du contrôle de l'exécution des travaux et de leur conformité au permis d'urbanisme ainsi qu'à la réglementation en vigueur est :

☒ le susnommé auteur des plans ☐ autre (*coordonnées*)

.....
.....
Dans le cas où l'architecte chargé du contrôle est différent de l'architecte auteur des plans, le demandeur remplit les données suivantes :

L'architecte chargé du contrôle est :

☐ un architecte

☐ une « société architecte »

☐ l'association de fait, dénommée :

et dont le mandataire est : ☐ un architecte ☐ une « société architecte »

Coordonnées de l'architecte :

M./Mme. – Prénom

Nom:

Registre National: N° matricule (*Ordre des architectes*):

Adresse:

Code postal: Localité:

Téléphone: Fax:

E-mail:

Coordonnées de la « société architecte » :

Nom:

Forme juridique: N° d'entreprise:

N° matricule (*Ordre des architectes*):

Adresse du siège social:

Code postal: Localité:

Représentée par l'architecte:

Téléphone: Fax:

E-mail:

3/ Déclaration de l'architecte auteur des plans

Je déclare être en droit d'exercer la profession d'architecte en Belgique et être valablement assuré.

Je déclare avoir pris connaissance de la réglementation en vigueur visée au cadre X.

Je déclare

- ☐ n'avoir relevé aucune contradiction entre ces dispositions et le projet faisant l'objet de la demande
- ☒ relever que le projet faisant l'objet de la demande nécessite des dérogations sollicitées au cadre X.

Je certifie que les renseignements repris dans le présent cadre sont sincères et exacts.

le 17-12-2025 xxxx xxxx a signé numériquement

CADRE XIII

Auteur de projet (à remplir, le cas échéant, si l'auteur des plans est un professionnel (paysagiste, architecte d'intérieur, géomètre, graphiste,...) et si les actes et travaux ne nécessitent pas l'intervention obligatoire d'un architecte)

Coordonnées de l'auteur de projet et/ou d'autre(s) intervenant(s)

M/Mme - Prénom: Nom:
Profession:
Adresse:
Téléphone: Fax:
E-mail:

CADRE XIV

Déclaration du demandeur

Je déclare avoir pris connaissance de la réglementation en vigueur visée au cadre X

- ☐ Je déclare n'avoir relevé aucune contradiction entre ces dispositions et le projet faisant l'objet de la demande
- ☒ Je sollicite les dérogations mentionnées dans le cadre X

Je certifie que les renseignements repris dans le présent cadre sont sincères et exacts.

Je joins à ma demande les documents répertoriés au cadre XI.

demandeur principal :

le 17-12-2025 xxxx xxxx a signé numériquement

Remarque générale : les données fournies dans le cadre de la présente demande sont stockées, aux fins de gestion administrative des demandes de permis, dans la base de données informatique NOVA. Certaines données peuvent également figurer sur le site internet régional de l'urbanisme (exemple : l'affiche d'enquête publique pendant la durée de celle-ci).

GLOSSAIRE des principaux termes utilisés dans le présent formulaire de demande :

Accessoire : complémentaire de l'affectation principale et de superficie relative généralement faible.

Activités artisanales : activités de production où la création, la transformation ou l'entretien de biens meubles s'exerce principalement de manière manuelle et pouvant s'accompagner d'une vente directe au public.

Activités industrielles : activités de production mécanisée portant sur la fabrication ou la transformation de biens meubles ou sur l'exploitation de source d'énergie.

Activités de haute technologie :

1° Recherche en laboratoire ou conception utilisant et mettant en œuvre de manière significative des technologies avancées ;

2° Activités productives de biens et de services recourant de manière significative au transfert de technologies en provenance des universités et des instituts supérieurs d'enseignement ou au résultat des recherches d'un laboratoire ou d'un bureau d'études.

Activités logistiques : processus intégré d'opérations que subit un produit fini après sa fabrication jusqu'à sa livraison au client, y compris l'étiquetage, le conditionnement, le stockage, la gestion de stock, la livraison, l'entretien et le service après-vente. Sont assimilés aux activités logistiques, les travaux de gestion ou d'administration et les commerces qui en sont l'accessoire.

Activités productives : activités artisanales, activités de haute technologie, activités industrielles, activités de production de services matériels et de biens immatériels. Sont assimilés aux activités productives, les travaux de gestion ou d'administration, l'entreposage et les commerces qui en sont l'accessoire.

Activités de production de biens immatériels : activités de conception et/ou de production de biens immatériels fondée sur un processus intellectuel ou de communication ou liés à la société de la connaissance (production de biens audiovisuels, de logiciels, studios d'enregistrement, formation professionnelle spécialisée, services pré-presse, call centers, ...) ou encore relevant des technologies de l'environnement.

Activités de production de services matériels : activité de prestation de services ou liée à la prestation de services s'accompagnant du traitement d'un bien indépendamment de son processus de fabrication (ex. : transport de documents, entreposage de biens, services de nettoyage, de dépannage et d'entretien...).

Arbre à haute tige : arbre dont le tronc mesure au moins 40 cm de circonférence à 1,50 mètre de hauteur et qui atteint au moins 4,00 m.

Architecte : la profession d'architecte est réglementée en Belgique. Pour pouvoir exercer valablement la profession, il faut être membre d'un des tableaux de l'Ordre des Architectes et être légalement assuré en responsabilité professionnelle (cfr loi du 20/02/1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte et loi du 26/06/1963 créant un Ordre des architectes).

Bureau : local affecté :

- soit aux travaux de gestion ou d'administration d'une entreprise, d'un service public, d'un indépendant ou d'un commerçant ;
- soit à l'activité d'une profession libérale, à l'exclusion des professions médicales et paramédicales ;
- soit aux activités des entreprises de service intellectuel à l'exclusion des activités de production de services matériels et de biens immatériels.

Citerne de récupération des eaux pluviales : citerne dont la fonction essentielle est le stockage des eaux pluviales pour leur réutilisation pour des usages domestiques.

Commerce : ensemble des locaux accessibles au public dans lesquels lui sont fournis des services ou dans lesquels lui sont vendus des biens meubles, y compris les bureaux accessoires et locaux annexes.

Commerce de gros : ensemble des locaux dans lesquels sont vendus des biens meubles en quantités importantes à des détaillants, y compris les bureaux accessoires et locaux annexes. Destination : la fonction à laquelle le bien doit être employé d'après le permis de bâtir ou d'urbanisme y relatif. A défaut de permis ou d'informations à ce sujet dans le permis, la destination s'entend de l'affectation donnée au bien par les plans auxquels le titre II du CoBAT confère une valeur réglementaire.

Dispositif de gestion des eaux pluviales : technique(s) d'aménagement et/ou ouvrage(s) assurant le stockage temporaire des eaux pluviales, au travers d'une ou plusieurs fonction(s) d'infiltration, d'évaporation, d'évapotranspiration et/ou de débit régulé.

Enseigne : inscription, forme, image ou ensemble de celles-ci apposé(e) sur un immeuble et relative/relatif à une activité qui s'y exerce. Ne peut être assimilée à une enseigne une mention profitant à des tiers, telle que l'indication d'une marque ou de leurs produits.

Entreposage : stockage de biens meubles à ciel ouvert ou non.

Équipement d'intérêt collectif ou de service public : construction ou installation qui est affectée à l'accomplissement d'une mission d'intérêt général ou public, notamment les services des pouvoirs locaux, les immeubles abritant les assemblées parlementaires et leurs services, les équipements scolaires, culturels, sportifs, sociaux, de santé, de culte reconnus et de morale laïque. Sont également considérés comme de l'équipement d'intérêt collectif ou de service public, les missions diplomatiques, les postes consulaires de carrière des Etats reconnus par la Belgique ainsi que les représentations des entités fédérées ou assimilées de ces Etats. Sont exclus les locaux de gestion ou d'administration des autres services publics.

Etablissement hôtelier : établissement d'accueil de personnes pouvant offrir des prestations de services à la clientèle, tel que hôtel, auberge, auberge de jeunesse, motel, pension, appart-hôtel, flat-hôtel, ...

Grand commerce spécialisé : commerce de superficie supérieure ou égale à 500 m² et dont l'activité consiste en la fourniture de services ou la vente de biens meubles qui relève d'un secteur spécialisé à l'exclusion du secteur alimentaire.

Logement : logement répondant aux conditions cumulatives suivantes :

- être formé par des modules composés de matériaux légers, déplaçable et temporaire ;
- présenter un caractère social prépondérant ;
- être installé par un opérateur immobilier public ou par toute autre personne agréée à cet effet ;
- avoir une superficie de plancher nette minimale déterminée en fonction du nombre de personnes occupant le logement ; cette superficie nette minimale ne peut être inférieure à 12 m² pour un logement occupé par une personne.

Logement partagé : logement destiné à l'habitation de plusieurs ménages.

Parcelle : parcelle cadastrale.

Publicité : inscription, forme ou image destinée à informer le public ou à attirer son attention, quel que soit le type de format ou de technologie utilisé, en ce compris le dispositif qui la supporte, à l'exclusion des enseignes et de la signalisation des voiries, lieux et établissements d'intérêt général ou à vocation touristique. La publicité peut être : - d'intérêt public (totalement ou principalement), c'est-à-dire liée (totalement ou principalement) à des événements culturels, sportifs ou sociaux, concerner des panneaux explicatifs, des campagnes de sensibilisation concernant la santé publique, le social, la culture, la mobilité d'intérêt public, l'environnement ou concerner une enquête publique. - d'intérêt commercial (totalement ou principalement), c'est-à-dire liée visant des marques, produits et/ou services commerciaux.

Publicité associée à l'enseigne : publicité dont le message publicitaire est axé sur un produit ou un service distribué ou presté par l'occupant commercial ou industriel de l'immeuble et qui n'est pas susceptible d'être modifié pendant la durée du permis.

Situation existante : situation existante de droit et non de fait.

Superficie de plancher : totalité des planchers mis à couvert et offrant une hauteur libre d'au moins de 2,20 m dans tous les locaux, à l'exclusion des locaux situés sous le niveau du sol qui sont affectés au parcage, aux caves, aux équipements techniques et aux dépôts. Les dimensions des planchers sont mesurées au nu extérieur des murs des façades, les planchers étant supposés continus, sans tenir compte de leur interruption par les cloisons et murs intérieurs, par les gaines, cages d'escaliers et d'ascenseurs.

Terrain : parcelle ou ensemble de parcelles contigües, cadastrées ou non, appartenant à un même propriétaire.

Utilisation : l'utilisation s'entend, au sein de la destination visée à l'article 98, §1er, 5°, a), de l'activité précise qui s'exerce dans ou sur le bien. A défaut d'informations à ce sujet dans le permis, la première utilisation est considérée comme une modification d'utilisation.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale du 1^{er} avril 2021 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 décembre 2013 déterminant la composition du dossier de demande de permis d'urbanisme

Bruxelles, le 1^{er} avril 2021.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé du Développement territorial et de la Rénovation urbaine, du Tourisme, de la Promotion de l'image de Bruxelles et du Biculturel d'Intérêt régional,

R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles,

S. GATZ